



DECISION DU PRESIDENT N° 040-24

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : ATTRIBUTION DU MARCHÉ POUR LA CONDAMNATION D'UN RESEAU D'EAUX USEES SITUE RUE JEAN DE SUZANNET A CHAVAGNES EN PAILLERS

Le Président de la Communauté de communes,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,
Vu les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique,
Vu la délibération du Conseil communautaire du 28 décembre 2023, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 1 500 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
Considérant la découverte d'un réseau d'eaux usées non référencé, il convient de déconnecter les habitations raccordées à celui-ci pour ensuite le condamner,
Considérant l'offre de l'entreprise EIFFAGE MIGNE TP de la Boissière-de-Montaigu (85), pour un montant de 7 987.50 € HT,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer à l'entreprise EIFFAGE MIGNE TP de la Boissière-de-Montaigu (85), le marché de la condamnation d'un réseau d'eaux usées situé rue Jean De Suzannet à Chavagnes-en-Pailliers, pour un montant de 7 987.50 € HT.

Article 2 : d'imputer la dépense sur les crédits du budget annexe Assainissement.

Article 3 : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le Trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint-Fulgent, le 12 mars 2024

Le Président
Jacky DALLET